

Compte Rendu
Conseil Municipal

Séance du 20 mars 2017

Présents

Bruno Loustalet
Yannick Semay
Philippe Guillard
Guy Caplat
Jean-Michel Thuot
Nicolas Zimerli
Suzanne Borrel-Jeantan
Marie-Paule Dupuy-Roudel
Josiane Brignone
Kamel Mohammadi
Sabine Basili
Audrey Duprat
Serge Manié
Christian Julian

Excusé

Pouvoir

Valérie Berger
(Pouvoir à MP Dupuy-Roudel)

L'an deux mil dix-sept, le vingt mars à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Philippe Guillard

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 20 mars 2017 à 20 h 30
Enregistrement intégral sans pause»

En préambule, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande d'enregistrement émise le 15 mars 2017 par courriel, de l'Association Uthil Avant Tout.

1. Compte rendu de la précédente réunion :

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

2. REMPLACEMENT D'UN ADJOINT DEMISSIONNAIRE

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié revient sur la démission de Mr Maisonnas, suite au courriel que ce dernier a adressé aux membres du Conseil Municipal, précisant qu'il pensait rester jusqu'à la fin du mandat, et que c'est à cause de dysfonctionnements au sein du Conseil qu'il a démissionné. Il demande à l'Assemblée si des membres du Conseil ont pu l'interroger à ce sujet.

Mr le Maire répond que nous n'avons pas d'autres informations, et que nous prenons actes des déclarations de Mr Maisonnas sans plus de commentaire.

DELIBERATION 17/02/01 : REMPLACEMENT D'UN ADJOINT DEMISSIONNAIRE

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal :

- La démission d'un adjoint est adressée au Préfet (article L. 2122-15 du CGCT) et devient définitive à compter du jour où son acceptation par le Préfet a été portée à connaissance de l'intéressé,

- Monsieur Philippe Maisonnas, 1^{er} adjoint, depuis le 28 mars 2014 a présenté sa démission des dites fonctions et de conseiller municipal par lettre en date du 23 février 2017. La démission a été acceptée et communiquée à Monsieur Philippe Maisonnas par Lettre recommandée avec accusé de réception en date du 1^{er} mars 2017 ;
- Suite à cette démission, deux options sont possibles et le Conseil municipal doit décider :
 - Soit de supprimer un poste d'adjoint rendu vacant puisque la commune satisfait à l'obligation prévue par le CGCT qui prévoit que chaque commune doit disposer d'au moins un adjoint, ce qui est le cas de la commune,
 - Soit de procéder à l'élection de nouveaux adjoints par scrutin de liste,

Le Conseil municipal ayant délibéré,

Décide :

- De supprimer un poste d'adjoint, Madame Yannick Semay prenant rang de Première Adjointe et Monsieur Philippe Guillard prenant rang de deuxième adjoint

Le tableau des adjoints au Maire est donc modifié comme suit :

Tableau des Adjoints au maire au 28 mars 2014 :

1. Monsieur Philippe Maisonnas
2. Madame Yannick Semay
3. Monsieur Philippe Guillard

Tableau des Adjoints au Maire au 20 mars 2017 :

1. Madame Yannick Semay
2. Monsieur Philippe Guillard

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

3. INSTALLATION NOUVELLE ELUE

Mr le Maire propose d'installer Mme Sabine Basili, comme membre de la Commission des Finances. Mr le Maire précise qu'il sera fait en sorte pour tenir comptes des contraintes personnelles, d'organiser les réunions de commission des Finances de préférence les lundis.

Mme Semay propose que pour les commissions Finances, les élus retenus à l'extérieur, puissent se connecter et participer à la réunion, via Skype.

DELIBERATION 17/02/02 : INSTALLATION DE MADAME SABINE BASILI AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire expose qu'à la suite de la démission de Monsieur Philippe Maisonnas, il convient d'installer Madame Sabine Basili qui lui a succédée au sein des Commissions municipales.

Vu la demande exprimée,

Le Conseil municipal ayant délibéré,

Madame Sabine Basili est installée au sein de la Commission Finances.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

4. FINANCES

Mr le Maire informe l'Assemblée qu'un Arrêté municipal de délégation à Mme Dupuy-Roudel, sera signé très prochainement pour l'élaboration et suivi budgétaire.

Mme Dupuy-Roudel présente les Comptes Administratifs de la Commune et du Budget annexe Assainissement, conformes aux Comptes de Gestion.

Présentation des comptes administratifs 2016 et des maquettes budgétaires 2017

Commission Générale du 09 mars 2017

Compte Administratif 2016

Budget Principal

Données
consolidées de la
Section de
fonctionnement
(2014-2016)

Compte Administratif	Section de fonctionnement			
	2014	2015	2016	Evolution 2016/2014
D - Budgété	850 066,29 €	829 007,57 €	950 364,40 €	
D - Réalisé	632 449,74 €	653 706,12 €	687 075,98 €	8,6%
R - Budgété	654 954,37 €	655 737,00 €	740 075,69 €	
R - Réalisé	687 184,71 €	690 723,96 €	749 605,46 €	9,1%
CAF Brute	54 734,97 €	37 017,84 €	62 529,48 €	
CAF Nette	30 574,69 €	11 886,02 €	17 671,78 €	

Section de fonctionnement (réalisé)

En dépenses :

- Evolution contenue des charges à caractère général
- Charges de personnel (# les 2/3 de l'évolution des dépenses - # 39k€) affectées par le renforcement des personnels affectés au service scolaire et périscolaire

En recettes :

- Evolution des recettes (# +32k€) compense l'évolution des dépenses

	2013	2014	2015	2016
D- Chap. 11 - Charges à caractère général	213 654,60 €	233 084,21 €	202 316,62 €	221 464,25 €
D- Chap. 12 - Charges de personnel	236 184,77 €	242 732,96 €	253 044,96 €	275 783,93 €
R- Redevances à caractère social	10 598,78 €	11 739,72 €	14 059,64 €	14 219,97 €
R- Redevances périscolaires	46 878,10 €	48 169,80 €	66 875,50 €	75 251,00 €

L'impact majeur sur la Section de fonctionnement: La baisse de la DGF et l'augmentation prélèvements liés au FPIC (« l'effet ciseau »)

- Atténués par la Solidarité Communautaire
- Le reste à charge supporté par le BP (64777,06€ sur la période 2014-2017) équivaut à # 4,5 points d'impôts de l'ensemble des taux communaux (TH-TF-TFNB)

En euro	2013	2014	2015	2016	2017	Différence
Evolution FPIC	0,00 €	21 435,00 €	20 306,00 €	44 759,00 €	56000 (est.)	142 500,00 €
Evolution DGF	92 489,00 €	85 084,00 €	69 408,00 €	54 292,00 €	46000 (est.)	46 489,00 €
Dotation de solidarité rurale	11 068,00 €	10 240,00 €	10 241,00 €	10 637,00 €	10600 (est.)	568,00 €
						189 557,00 €
ACTP	45 906,96 €	46 281,00 €	46 281,00 €	46 281,00 €	46 281,00 €	374,04 €
DSC INCLUS DSC RENFORCEE	45 111,47 €	44 085,08 €	55 158,51 €	98 237,71 €	74000 (est.)	102 888,53 €
TH-TF-TFNB	304 727,00 €	338 004,00 €	346 697,19 €	358 093,00 €	359 525,37 €	21 521,37 €
						124 783,94 €
Prix de charge communal						64 773,06 €

Dans le contexte,
l'évolution de
l'affectation du
résultat de l'année
N-1 favorable
malgré l'absence de
l'évolution des taux
de la fiscalité locale

	2014 => 2015	2015 => 2016	2016 => 2017
Affectation du résultat	173 270,57 €	210 288,41 €	272 817,69 €

	2014	2015	2016
Evolution des bases fiscales	0,90%	0,90%	1,0%
Taux communal TH	13,52%	13,52%	13,52%
Taux communal TF	13,33%	13,33%	13,33%
Taux communal TFNB	58,10%	58,10%	58,10%
Produit : TH-TF-TFNB	338 004,00 €	346 697,49 €	358 093,00 €

Données consolidées de la Section d'investissement

- en 2015 Emprunt AFL
(renégociation du prêt
CACÉ relatif au
réaménagement de la Place
de la Maire et BEA avec
SEMCODA / appartements
communaux)

Compte Administratif	2014	2015	2016
D- Budgété	207 365,83 €	544 548,55 €	398 026,94 €
D - Réalisé	114 493,57 €	384 470,28 €	343 534,20 €
R - Budgété	364 069,45 €	756 479,35 €	451 602,38 €
R - Réalisé	120 848,58 €	712 749,73 €	444 169,82 €

	2014 => 2015	2015 => 2016	2016 => 2017
Affectation du résultat	-76 599,33 €	278 200,84 €	108 839,46 €

Etat de la dette extinction de la dette en 2026

- remboursement du prêt
« Travaux divers (2003) » en
2018
- remboursement du prêt
« extension de l'école (2005) »
en 2020
- remboursement du prêt
« réaménagement place (2015)
en 2025
- reste à courir (2064)
amortissement du BEA
(virement annuel de 6360 €
(loyer) en section de
fonctionnement du BP)

ETAT DE LA DETTE	CAPITAL	ANNUITE	DONT AMORTISSEMENT	VAR. ANNUITE
2017	587 957,67 €	48 441,39 €	45 161,66 €	
2018	542 696,01 €	47 698,40 €	45 194,73 €	743,99 €
2019	497 504,18 €	42 100,71 €	40 160,56 €	5 597,69 €
2020	457 340,71 €	38 851,59 €	37 350,19 €	3 249,12 €
2021	419 990,43 €	35 581,95 €	34 390,11 €	3 168,64 €
2022	385 600,31 €	35 327,52 €	34 390,11 €	255,43 €
2023	351 110,19 €	35 068,71 €	34 390,11 €	258,80 €
2024	316 820,07 €	34 811,51 €	34 390,11 €	257,20 €
2025	282 429,95 €	34 551,03 €	34 390,11 €	259,49 €
2026	248 040,00 €	6 360,00 €	6 360,00 €	28 191,03 €
2027	241 680,00 €	630,00 €	6 360,00 €	0,00 €

Compte Administratif 2016

Budget Annexe Assainissement

Données consolidées de la Section d'exploitation

- sur la période 2014-2016, D/R
essentiellement centrées sur l'exploitation de la STEP 1Na
- A noter, les Recettes d'exploitation (Clos des platanes du 2^{ème} semestre 2016 non imputées)

Compte Administratif Assainissement	Section d'exploitation		
	2014	2015	2016
D- Budgété	1 299,27 €	4 710,00 €	9 375,05 €
D - Réalisé	309,60 €	389,88 €	222,56 €
R - Budgété	1 299,27 €	4 784,64 €	5 055,44 €
R - Réalisé	237,96 €	4 784,43 €	5 055,80 €
	2014 => 2015	2015 => 2016	2016 => 2017
Affectation du résultat	-71,64	429,61	9452,49

Données consolidées de la Section d'investissement

- 2014 acquisition terrain + d'assiette de la STEP 1NA et reliquat PUP
- 2016 : études MOE

A noter : avances cumulées du BP 73 587,24€

Compte Administratif Assainissement	Section d'investissement		
Compte Administratif	2014	2015	2016
D- Budgété	32 904,27 €	16 583,64 €	79 582,44 €
D - Réalisé	10 007,56 €	6 834,43 €	61 425,66 €
R - Budgété	64 068,00 €	13 706,49 €	70 564,29 €
R - Réalisé	46 051,44 €	10 972,43 €	61 689,24 €
	2014 => 2015	2015 => 2016	2016 => 2017
Affectation du résultat	4877,45	9028,45	9452,85

DELIBERATION 17/02/03: APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL 2016

Rapporteurs : Marie-Paule Dupuy-Roudel –Suzanne Borrel-Jeantan

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget Principal 2016.

Vu l'avis de la Commission Finances du 21 février 2017,

Vu la présentation faite en Commission Générale le 02 mars 2017,

Le Conseil,

Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte Administratif du Budget Principal 2016.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 17/02/04: APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE (ASSAINISSEMENT) 2016

Rapporteurs : Marie-Paule Dupuy-Roudel – Suzanne Borrel-Jeantan

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget Annexe (Assainissement) 2016.

Vu l'avis de la Commission Finances du 21 février 2017,
Vu la présentation faite en Commission Générale le 02 mars 2017,
Le Conseil,
Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte Administratif du Budget Annexe (Assainissement) 2016.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 17/02/05: APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET PRINCIPAL 2016

Rapporteurs : Marie-Paule Dupuy-Roudel – Suzanne Borrel-Jeantan

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte de Gestion du Budget Principal 2016.

Vu l'avis de la Commission Finances du 21 février 2017,
Vu la présentation faite en Commission Générale le 02 mars 2017,
Le Conseil,
Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte de Gestion du Budget Principal 2016.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 17/02/06: APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET ANNEXE (ASSAINISSEMENT) 2016

Rapporteurs : Marie-Paule Dupuy-Roudel – Suzanne Borrel-Jeantan

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte de Gestion du Budget Annexe (Assainissement) 2016.

Vu l'avis de la Commission Finances du 21 février 2017,
Vu la présentation faite en Commission Générale le 02 mars 2017,
Le Conseil,
Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte de Gestion du Budget Annexe (Assainissement) 2016.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 17/02/07: AFFECTATION DU RESULTAT 2016

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Sur proposition de Madame le Rapporteur,
Vu l'avis de la Commission Finances du 21 février 2017,
Vu la présentation faite en Commission Générale le 02 mars 2017,
Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal que le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à 62.529,48 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 210.288,41 Euros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 272.817,89 Euros.
Le résultat d'investissement de l'exercice s'élève à - 169.361,38 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 278.200,84 Euros et le résultat d'investissement cumulé s'élève à 108.839,46 Euros
Il convient de procéder à l'affectation de ces résultats.

Après en avoir délibéré,
Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation au compte I/R 001 : 108.839,46 Euros,
. Affectation à l'excédent de fonctionnement reporté F/R 002 : 272.817,89 Euros, auquel il convient d'ajouter la somme de 2.987,12 € relative au résultat cumulé du Budget CCAS, comme approuvé par délibération n° 17.01.08 du 15 février 2017.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 17/02/08: AFFECTATION DU RESULTAT – BUDGET ASSAINISSEMENT 2016

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Sur proposition de Madame le Rapporteur,
Vu l'avis de la Commission Finances du 21 février 2017,
Vu la présentation faite en Commission Générale le 02 mars 2017,
Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal que le résultat d'exploitation de l'exercice du budget assainissement s'élève à 4.833,24 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 4.319,61 Euros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 9.152,85 Euros.
Le résultat d'investissement de l'exercice du budget assainissement s'élève à 263,58 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 9.018,15 Euros et le résultat d'investissement cumulé s'élève à 9.281,73 Euros.
Il convient de procéder à l'affectation de ces résultats.
Après en avoir délibéré,
Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation au compte I/R 001 : 9.281,73 Euros,

. Affectation à l'excédent d'exploitation reporté F/R 002 : 9.152,85 €uros.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

5. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Mr le Maire présente les deux conventions qui font l'objet de délibérations, et notamment le groupement de commandes avec la CCMP, pour la mise en œuvre de la commande publique pour sélectionner les entreprises lot 1 (raccordement Thil à la STEP de Niévroz) et lot 2 (réseau capillaire).

La convention sera votée en deux étapes :

. 1^{ère} étape : modalités techniques et financières,

. 2^{ème} étape : règlement de service.

Mr Thuot donne lecture des projets de délibérations.

DELIBERATION 17/02/09 : CONVENTION AVEC LA 3CM POUR LE RACCORDEMENT DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET LE TRAITEMENT DES EAUX USEES A LA STEP DES ILES – MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Monsieur le Rapporteur expose que le projet de mise en œuvre de l'assainissement collectif nécessite le traitement des effluents d'eaux usées par une station d'épuration. Il rappelle que :

- par délibération en date du 27 septembre 2013, le Conseil Municipal tout en adoptant le projet de zonage d'assainissement, a posé le principe du traitement des effluents par la STEP de la 3CM ;

- La 3CM, par délibération en date du 13 novembre 2013, portait de son côté un avis favorable à ce raccordement ;

- Par délibération en date du 20 septembre 2016, la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau a approuvé la création du réseau de transfert au collecteur de la 3CM par refoulement avec la création de postes de refoulement.

Il convient de conventionner avec la 3CM pour déterminer les modalités techniques, et financières relatives au raccordement et au traitement des effluents d'eaux usées collectées sur le territoire communal.

Il est proposé à l'assemblée de valider, dans un premier temps, les modalités techniques et financières de ladite Convention. Le règlement de service fera l'objet d'une délibération lors d'un prochain Conseil Municipal.

La Commission Générale consultée les 09 novembre et 13 décembre 2016 et le 09 mars 2017,
Le Conseil Municipal,

- Valide les modalités techniques et financières relatives au traitement des effluents de la convention liant la Commune de THIL à la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel pour le raccordement à la STEP des Iles et le traitement des eaux usées.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 17/02/10 : CONVENTION EN VUE D'ETABLIR UN GROUPEMENT DE COMMANDES ET DE DESIGNER LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU EN TANT QUE RESPONSABLE POUR LA COMMANDE PUBLIQUE DU MARCHE DE TRAVAUX ET DE COORDINATION SPS DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Rapporteur rappelle au Conseil qu'en relation avec des instances de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, le projet de constitution d'un groupement de commandes a été instruit pour un Marché A Procédure Adaptée en vue des travaux de réalisation du réseau d'assainissement collectif communal et de sa connexion à la STEP de la 3CM et la coordination SPS avec pour objectif :

- De permettre d'obtenir au regard des volumétries des travaux les meilleurs prix possibles au regard des conditions de la concurrence et du marché,
- De mutualiser les coûts d'organisation de la commande publique,
- De coordonner les travaux de réalisation.

A la suite des réunions de concertation tenues au sein du Comité de Pilotage du projet auquel est associée la Communauté de Communes, l'autonomie des membres du groupement a été retenue au terme de laquelle, chaque acheteur signe un marché à hauteur de ses besoins propres avec l'attributaire commun, lui en notifie les termes et s'assure de sa bonne exécution.

Chaque Collectivité, membre du groupement de commandes pourra ainsi décider de la date de notification du marché à bons de commande et de sa reconduction potentielle au-delà de la durée initiale.

Pour ce faire, il convient au préalable d'établir un groupement de commande autorisant la commune de THIL en tant que responsable à lancer cette consultation conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et article 27 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatifs aux marchés publics pour la passation d'un marché en groupement de commandes pour la réalisation des travaux de connexion du réseau d'assainissement collectif de THIL à la STEP de la 3CM et la coordination SPS.

Le projet de convention ci-après, a fait l'objet du vote d'une délibération par le Conseil communautaire lors de la séance plénière du 08 mars 2017.

Il porte création du Groupement de commandes dans les termes ci-avant mentionnés et fixe à 125 euros hors taxes la participation financière relative de la Communauté de Communes pour la gestion du processus de la commande publique.

Chaque collectivité désignera par ailleurs, ses représentants pour siéger à la Commission chargée d'émettre un avis sur les offres présentées au marché relatif au groupement de commandes et pourra faire appel à des personnes qualifiées.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- Approuve la participation de la Commune de Thil au groupement de commandes,

- Autorise Mr le Maire à signer la Convention de groupement de commandes ci-après annexée,
- Désigne Marie-Paule Dupuy-Roudel et Christian Julian comme membres titulaires et Bruno Loustalet et Josiane Brignone comme membres suppléants à la commission d'Appel d'offres relative au groupement de commandes,
- Autorise Monsieur le Maire à signer les pièces des marchés avec les sociétés ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses et à engager toutes diligences nécessaires à l'exécution de la présente.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. PLUI

Mr le Maire note qu'il s'agit d'une délibération très formelle. Il fait référence à la loi NOTRE et rappelle la réunion de présentation par l'Agence d'Urbanisme avec un témoignage du Maire de Toussieu, le 11 février dernier à Beynost. Cette réunion a porté sur la mécanique institutionnelle relative au PLUI. Plus de 60 élus des deux Communautés de Communes étaient présents. Tous les documents ont été transmis aux élus de Thil pour alimenter leur réflexion en la matière.

En tant que Maire, il pense que le transfert de la compétence PLU à la Communauté de Communes est quelque chose de nouveau et qui se prépare. Ce sont des sujets sensibles et qui nécessitent un recul afin de « peser » le pour et le contre. Il informe que plusieurs Communautés de Communes ont mis en œuvre des PLUI. Le temps qui est donné par le refus des communes de Miribel et Beynost, doit être mis à profit pour travailler sur ce que doit être l'aménagement urbain du village.

Il informe que le 6 avril prochain, le CAUE fera en Commission Générale, la restitution des trois ateliers réalisés sur la commune depuis novembre 2015.

Cette même présentation sera faite le 11 mai prochain aux participants de l'atelier (qui habitent dans le périmètre de l'expérimentation –Centre bourg-) et sera réitérée lors d'une réunion publique à laquelle seront conviés tous les Thilois le 4 juin 2017 à la Salle Polyvalente.

De plus, la commune a obtenu le financement par la Communauté de Communes d'une étude d'urbanisme pré opérationnelle qui se déroulera sur le centre bourg. Cette étude devrait débuter courant de l'automne. Les Thilois vont être largement associés à cette réflexion. Le PLUI deviendra automatiquement une réalité avec la fusion des deux Communautés de Communes. Il considère qu'actuellement, c'est un peu anticipé pour un transfert de PLU, mais il votera en faveur de ce transfert de compétence, preuve de confiance en l'avenir.

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié ne voit pas comment voter oui à ce transfert du PLU. Le transfert du PLU n'est pas une mince affaire pour le village. Il ne comprend pas la démarche globale du projet, en demandant aux élus de prendre position sur un évènement important pour lequel il n'y a eu presque aucune pédagogie. Il demande en quoi la physionomie de Thil serait préservée ou pas dans le cadre d'un PLUI.

Mr Caplat est d'accord avec Mr Manié. Il est d'accord sur les prémices mais pas sur la conclusion. On a trois ans pour savoir quoi faire de ce village, rien ne presse. Il n'a pas été convaincu par les arguments présentés lors de cette réunion à Beynost. Il votera contre ce transfert.

Mme Semay a écouté le Maire de Toussieu et compris que le PLUI est complètement à construire au moment du transfert de compétence.

Mr le Maire rajoute que le transfert de compétence PLU, nécessite de tout reconstruire, le diagnostic, le PADD, les OAP, le règlement etc....

Mme Basili constate qu'à terme, le transfert sera inéluctable.

Mr le Maire invite l'Assemblée à lire l'article du Progrès du jour, où figure une interview des Présidents des deux Communautés de Communes.

Mr Mohammedi rappelle qu'aujourd'hui, on est sûr de l'aménagement du territoire avec la fusion des régions, des communes... A nous, avec ce PLUI de pouvoir conserver ce qui a été mis en place.

Mr le Maire note que ce qui est important, si le village porte ensemble, une vision de son aménagement, c'est une vraie force politique. Ce travail qui est préparé aujourd'hui en amont est fondamental.

DELIBERATION 17/02/11: TRANSFERT DE COMPETENCE PLUI A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU

Rapporteur : Bruno Loustalet

La Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme rénové n°2014-366 du 24 mars 2014 dite Loi ALUR modifie dans son article 136 les dispositions du Code général des Collectivités Territoriales relatives aux Communautés de Communes et Communautés d'Agglomération.

Elle donne désormais aux EPCI la compétence en matière de Plan local d'urbanisme. Cette compétence sera effective à l'expiration d'un délai de trois ans après l'adoption de la Loi pour les intercommunalités ne l'ayant déjà pas acquise, tout en apportant une exception dans le cas où « au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent dans les trois mois précédant le terme du délai d'applicabilité.

Il en résulte que le transfert aux communautés de communes et d'agglomération de la compétence en matière de PLU interviendra le 27 mars 2017, sauf en cas d'opposition des communes dans les conditions exposées ci-dessus ».

Considérant l'intérêt qui s'attache à ce que la commune conserve sa compétence en matière d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'article 136 de la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014,

L'exposé du Maire entendu et après en avoir délibéré, le Conseil municipal par 11 voix « Pour », 2 voix « Contre », 2 « Abstentions »

DECIDE

- De s'opposer au transfert de la compétence PLU à la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau
- De demander au Conseil Communautaire de prendre acte de cette décision

<i>Pour</i>	11
<i>Contre</i>	2
<i>Abstentions</i>	2

7. INDEMNITE DES ELUS

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/02/12 : EVOLUTION INDICIAIRE DES INDEMNITES DES ELUS

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle la délibération n° 14.04.09 du 10 avril 2014 fixant les indemnités de fonction versées au Maire, à ses Adjoints et aux Conseillers Municipaux délégués, sur la base d'un pourcentage de l'indice brut 1015.

Il expose à l'Assemblée que le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 (applicable au 1^{er} janvier 2017) a fait passer l'indice brut terminal de la fonction publique, qui sert au calcul des indemnités de fonction des élus locaux, de 1015 à 1022.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Décide de fixer le montant des indemnités pour les exercices effectifs des fonctions de Maire, d'Adjoints au Maire et aux Conseillers municipaux délégués :

- Indemnité du Maire : 43 % de l'indice brut 1022. Considérant l'article L.2123-24, Monsieur le Maire renonce à une partie de ses indemnités. L'indemnité de Monsieur le Maire est fixée à 28 % de l'indice brut 1022
- Indemnité des Adjointes : 16,50 % de l'indice brut 1022
- Indemnité des Conseillers Municipaux en charge d'une délégation spéciale : 3 % de l'indice brut 1022

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

8. CONCESSIONS DE CIMETIERE

Mr le Maire rappelle qu'une précédente délibération du Conseil Municipal entérinait le principe d'encaisser les recettes liées au Columbarium, sur le Budget Principal. Il souligne qu'il convient de procéder de même pour les recettes liées aux concessions du cimetière.

DELIBERATION 17/02/13 : ENCAISSEMENT RECETTES LIEES AUX CONCESSIONS DE CIMETIERE

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n° 16.06.02 en date du 30 novembre 2016, le Conseil Municipal a voté la suppression du budget CCAS à compter du 1^{er} janvier 2017.

A chaque acquisition ou renouvellement de concessions, un titre de recette est émis.

Le Conseil,

Ouï les explications de Mr le Maire,

Décide que les recettes liées aux concessions de cimetière, seront encaissées sur le Budget Principal.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

9. QUESTIONS DIVERSES

Mr le Maire remercie les élus ayant répondu présents pour la tenue du bureau de vote lors de l'élection présidentielle (23 avril et 7 mai 2017).

D'autre part, il donne la parole à Mme Brignone pour les premiers chiffres du Recensement de la population (19 janvier au 18 février 2017).

Mme Brignone annonce 418 logements et environ 1.085 habitants.

En ce qui concerne les retours de questionnaires (feuilles de logement et bulletins individuels), on note :

- . 52 % logements recensés sur Internet via OMER
- . 45 % logements recensés sur papier
- . 3 % logements qui n'ont pas répondu.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 20 mars 2017 à 21 h 38
Stopper l'enregistrement »*